



**KPMG SA**  
71 avenue Antoine de Saint Exupéry  
BP 851  
76235 Bois Guillaume

*Association Départementale  
pour l'Aide à l'Enfance et aux  
Adultes en difficulté - (A.D.A.E.A.)*

***Rapport du commissaire aux comptes sur les  
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2020  
Association Départementale pour l'Aide à l'Enfance et aux Adultes en difficulté - (A.D.A.E.A.)  
2 Rue Arsène Meunier - B.P.464 - 27004 EVREUX CEDEX

KPMG SA  
société française membre du réseau  
KPMG constitué de cabinets  
indépendants adhérents de KPMG  
International Limited, une société de  
droit anglais ("private company limited  
by guarantee").

SA  
Société de commissariat aux comptes  
Siège social : Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
775726417 RCS NANTERRE



**KPMG SA**  
71 avenue Antoine de Saint Exupéry  
BP 851  
76235 Bois Guillaume

## **Association Départementale pour l'Aide à l'Enfance et aux Adultes en difficulté - (A.D.A.E.A.)**

2 Rue Arsène Meunier - B.P.464 - 27004 EVREUX CEDEX

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'assemblée générale de l'Association Départementale pour l'Aide à l'Enfance et aux Adultes en difficulté (A.D.A.E.A.),

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Départementale pour l'Aide à l'Enfance et aux Adultes en difficulté - (A.D.A.E.A.) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note n° 7 « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable consécutif à la première application du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



**Association Départementale pour l'Aide à l'Enfance et aux Adultes en difficulté - (A.D.A.E.A.)**  
*Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels*  
31 décembre 2020

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bois Guillaume, le 28 juin 2021

KPMG SA

Signature numérique  
de Christine Doisy  
Date : 2021.06.28  
09:19:12 +02'00'

Christine Doisy

| <b>ACTIF IMMOBILISE</b>                          |           |         |           |           |
|--------------------------------------------------|-----------|---------|-----------|-----------|
| <b>Immobilisations incorporelles</b>             |           |         |           |           |
| Frais d'établissement                            | 653       |         | 653       | 653       |
| Autres immobilisations incorporelles             | 248 203   | 210 915 | 37 288    | 60 300    |
| Avances et acomptes                              | 700       |         | 700       |           |
| <b>Immobilisations corporelles</b>               |           |         |           |           |
| Terrains                                         | 46 481    | 11 636  | 34 845    | 35 710    |
| Constructions                                    | 1 180 739 | 764 720 | 416 019   | 446 880   |
| Installations techniques, matériels et outillage | 18 113    | 16 930  | 1 183     | 682       |
| Autres immobilisations corporelles               | 1 144 677 | 984 077 | 160 600   | 124 191   |
| <b>Immobilisations corporelles en cours</b>      |           |         |           |           |
| <b>Immobilisations financières</b>               |           |         |           |           |
| Participations et créances rattachées            | 2 074     |         | 2 074     | 2 074     |
| Autres titres immobilisés                        | 85 310    |         | 85 310    | 79 470    |
| Autres                                           | 22 800    |         | 22 800    | 23 650    |
|                                                  |           |         |           |           |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                           |           |         |           |           |
| <b>Stocks et en-cours</b>                        |           |         |           |           |
| <b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>  |           |         |           |           |
| <b>Créances</b>                                  |           |         |           |           |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés   | 680 633   |         | 680 633   | 558 883   |
| Autres créances                                  | 4 456 994 |         | 4 456 994 | 3 767 624 |
| Valeurs mobilières de placement                  | 35 137    |         | 35 137    | 34 852    |
| Disponibilités                                   | 1 775 048 |         | 1 775 048 | 1 765 710 |
| Charges constatées d'avance                      | 20 930    |         | 20 930    | 20 239    |
|                                                  |           |         |           |           |

| <b>FONDS PROPRES</b>                                                                   |   |           |   |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------|---|-----------|---|-----------|
| <b>Fonds propres sans droit de reprise</b>                                             |   |           |   | 574 231   |
| Fonds statutaires                                                                      |   |           |   |           |
| Fonds propres complémentaires                                                          |   | 574 231   |   |           |
| <b>Fonds propres avec droit de reprise</b>                                             |   |           |   |           |
| Fonds statutaires                                                                      |   |           |   |           |
| Fonds propres complémentaires                                                          |   |           |   |           |
| Dons et legs                                                                           |   |           |   |           |
| <b>Autres fonds propres (partie 1/2)</b>                                               |   |           |   |           |
| Fonds associatifs avec droit de reprise                                                |   |           |   |           |
| Résultats sous contrôles de tiers financeurs                                           |   |           |   | 522 224   |
| <b>Réserves</b>                                                                        |   |           |   | 403 412   |
| Réserves pour projet de l'entité                                                       |   |           |   |           |
| Autres Réserves                                                                        |   | 463 012   |   |           |
| dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée         |   | 301 121   |   |           |
| <b>Report à nouveau</b>                                                                | - | 67 115    | - | 519 974   |
| dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée |   | 441 646   |   |           |
| Résultat en attente d'affectation                                                      |   |           |   |           |
| <b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>                                               | - | 32 845    | - | 9 764     |
| dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée         |   | 69 721    |   |           |
|                                                                                        |   |           |   |           |
| Subventions d'investissement                                                           |   | 2 231     |   | 2 813     |
| <b>Autres fonds propres (partie 2/2)</b>                                               |   |           |   |           |
| Provisions réglementées                                                                |   | 11 224    |   | 11 224    |
|                                                                                        |   |           |   |           |
| <b>FOND REPORTES ET DEDIES</b>                                                         |   |           |   |           |
| Fonds dédiés                                                                           |   | 106 040   |   | 65 917    |
|                                                                                        |   |           |   |           |
| <b>PROVISIONS</b>                                                                      |   |           |   |           |
| Provisions pour risques                                                                |   |           |   | 766 705   |
| Provisions pour charges                                                                |   | 829 812   |   |           |
|                                                                                        |   |           |   |           |
| <b>DETTES</b>                                                                          |   |           |   |           |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit                                 |   | 112 313   |   | 135 163   |
| Emprunts et dettes financières diverses                                                |   | 328       |   | 48        |
| Redevable créditeurs                                                                   |   |           |   | 53 671    |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                                               |   | 200 732   |   | 162 609   |
| Dettes fiscales et sociales                                                            |   | 824 770   |   | 827 994   |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                                        |   |           |   |           |
| Autres dettes                                                                          |   | 4 654 232 |   | 3 924 645 |
| Produits constatés d'avance                                                            |   | 51 250    |   |           |
|                                                                                        |   |           |   |           |

|                                                                                 |                 |              |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----------------|--------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION                                                         |                 |              |
| Cotisations                                                                     | 3               | 2            |
| Vente de biens et services                                                      |                 |              |
| Production vendue (biens et services)                                           |                 | 5 197 024    |
| Ventes de biens                                                                 |                 |              |
| Ventes de prestations                                                           | 3 381 116       |              |
| Production vendue - Divers                                                      |                 |              |
| Produits de tiers financeurs                                                    |                 |              |
| Subventions                                                                     |                 | 345 056      |
| Concours Publics et subvention d'exploitation                                   | 2 147 972       |              |
| Produits liés à des financements réglementaires                                 |                 |              |
| Ressources liées à la générosité public                                         |                 |              |
| <i>Dons manuels</i>                                                             |                 |              |
| <i>Legs</i>                                                                     |                 |              |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 34 955          | 69 823       |
| Utilisation des fonds dédiés                                                    | 66 357          |              |
| Autres produits                                                                 | 176 269         | 277 256      |
| CHARGES D'EXPLOITATION                                                          |                 |              |
| Achats de marchandises                                                          |                 |              |
| Variation de stock                                                              |                 |              |
| Autres achats et charges externes                                               | 946 448         | 976 312      |
| Aides Financières                                                               |                 |              |
| Impôts, taxes et versements assimilés                                           | 356 039         | 364 859      |
| Salaires et traitements                                                         | 2 963 300       | 3 041 017    |
| Charges Sociales                                                                | 1 269 150       | 1 297 256    |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations                               | 110 096         | 95 891       |
| Dotation aux provisions                                                         | 84 791          | 104 932      |
| Reports en fonds dédiés                                                         | 106 480         |              |
| Autres charges                                                                  |                 | 97           |
| <b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>                                        | <b>- 29 634</b> | <b>8 796</b> |
| PRODUITS FINANCIERS                                                             |                 |              |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé                   |                 |              |
| Autres intérêts et produits assimilés                                           | 2 103           | 4 228        |
| CHARGES FINANCIERES                                                             |                 |              |
| Intérêts et charges assimilées                                                  | 4 354           | 5 071        |
| <b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>                                           | <b>- 2 251</b>  | <b>- 843</b> |
| <b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>                           | <b>- 31 885</b> | <b>7 953</b> |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS                                                          |                 |              |
| Sur opérations de gestion                                                       | 136             | 981          |
| Sur opérations en capital                                                       | 582             | 497          |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges                 |                 |              |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES                                                         |                 |              |
| Sur opérations de gestion                                                       | 1 312           | 135          |
| Sur opérations en capital                                                       |                 |              |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux                          |                 |              |
| <b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>                                          | <b>- 594</b>    | <b>1 343</b> |
| Impôts sur les bénéfices (VII)                                                  | 366             | 826          |
| SOLDE INTERMEDIAIRE                                                             |                 | 58 742       |
| Reports en fonds dédiés                                                         |                 |              |
| Utilisation des fonds dédiés                                                    |                 | 40 508       |
|                                                                                 |                 |              |
|                                                                                 |                 |              |

# ANNEXE DES COMPTES 2020

## SOMMAIRE

### A. OBJET ET MISSIONS SOCIAUX

|                                                                              |   |
|------------------------------------------------------------------------------|---|
| Note N° 1 : Objet social                                                     | 3 |
| Note N° 2 : Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées | 3 |
| Note N° 3 : Description des moyens mis en œuvre                              | 4 |

### B. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

|                                                               |   |
|---------------------------------------------------------------|---|
| 1. <u>EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE</u>                 | 4 |
| Note N° 4 : Faits significatifs                               | 4 |
| Note N° 5 : Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice | 4 |

### C. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

|                                                                  |   |
|------------------------------------------------------------------|---|
| Note N° 6 : Principes et méthodes comptables                     | 5 |
| Note N° 7 : Changement de méthode comptable                      | 5 |
| Note N° 8 : Comparabilité des comptes à la clôture de l'exercice | 5 |
| Note N° 9 : Dérogations                                          | 5 |

### D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

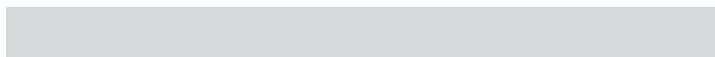
|                                                                                                  |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. <u>BILAN ACTIF</u>                                                                            | 6  |
| Note N° 10 : Immobilisations                                                                     | 6  |
| Note N° 11 : Immobilisations et amortissements pour dépréciation                                 | 7  |
| Note N° 12 : Produits à recevoir                                                                 | 8  |
| Note N° 13 : Etat des créances                                                                   | 8  |
| Note N° 14 : Valeurs mobilières de placement                                                     | 8  |
| 2. <u>BILAN PASSIF</u>                                                                           | 8  |
| Note N° 15 : Variation des Fonds propres                                                         | 8  |
| Note N° 16 : Fonds propres sans droits de reprise                                                | 9  |
| Note N° 17 : Détail des réserves                                                                 | 9  |
| Note N° 18 : Provisions réglementées et provisions pour risques et charges                       | 10 |
| Note N° 19 : Subventions de fonctionnement affectées et fonds dédiés                             | 10 |
| Note N° 20 : Emprunt et dettes financières                                                       | 11 |
| Note N° 21 : Charges à payer                                                                     | 11 |
| Note N° 22 : Etat des dettes                                                                     | 11 |
| Note N° 23 : Fonds déposés et engagés au titre des dépôts des majeurs protégés et du service DPF | 12 |
| Note N° 24 : D.P.F. – Fonds des usagers                                                          | 12 |

**E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTÉ DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE**

|                                                  |    |
|--------------------------------------------------|----|
| Note N° 25 : Résultat de l'exercice              | 13 |
| Note N° 26 : Ventilation Produits d'exploitation | 13 |

**F. DIVERS**

|                                             |    |
|---------------------------------------------|----|
| Note N° 27 : Ventilation des frais de siège | 15 |
| Note N° 28 : Effectif                       | 15 |
| Note N° 29 : Mise à disposition             | 15 |
| Note N° 30 : Autres informations            | 15 |
| Note N° 31 : Engagements hors bilan         | 16 |
| Note N° 32 : Compte Epargne Temps           | 16 |



## NOTE N° 1 : Objet Social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- de créer un mouvement d'opinion en faveur de l'enfance en danger moral et inadapté ;
- de contribuer à l'application des dispositions légales en faveur des enfants en danger moral et inadaptés et des majeurs protégés ;
- d'accueillir et d'aider les femmes en difficulté, avec ou sans enfants, parmi lesquelles les femmes victimes de violence conjugales et intrafamiliales afin que chacune puisse exercer ses droits et se prendre en charge ;
- de prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes ;
- de prévenir et lutter contre les violences faites aux enfants ;
- de mettre en place, à l'usage des enfants et adultes déficients, des mineurs et des majeurs en danger moral ou en difficulté, des services et établissements qui, dans le domaine de la prévention, du diagnostic, du traitement en cure libre, de la rééducation, de la médiation, de l'hébergement et de l'encadrement, de l'organisation des loisirs, sont susceptibles de faciliter leur réadaptation sociale ;
- de permettre, en cas de situations conflictuelles, l'exercice du droit de visite entre l'enfant mineur et le parent non gardien ;
- de gérer les services et établissements ainsi créés.

Son action s'exerce en collaboration avec les services administratifs et judiciaires et principalement ceux qui relèvent des Ministères de la Justice, de l'Education Nationale, de la Santé et des Affaires Sociales, du Travail et de l'Agriculture et du Conseil Départemental de l'Eure.

Les organes statutairement compétents de notre association ont fixés différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## NOTE N° 2 : Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

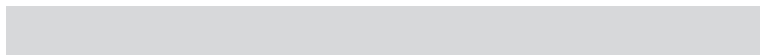
La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Activité éducative en milieu ouvert
- Aide à la gestion du budget familial
- Mandataire judiciaire à la protection des majeurs
- Investigations
- Médiation familiale
- Espace rencontre
- Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)
- La Pause écoute

**NOTE N° 3 : Description des moyens mis en œuvre**

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements :  
Matériel informatique, mobilier de bureau, écran de protection plexiglas
- Ressources humaines :  
Remplacement du chef des services Administratif et financier par une Directrice Administrative et Financière
- Autres dépenses engagées :  
Néant

**1 EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE****NOTE N° 4 : Faits significatifs**

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- La première application des règlements ANC n°2018-06 « relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif » et ANC n°2019-04 « relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif » avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application.
- La crise sanitaire actuelle liée au Covid-19 et la promulgation de plusieurs états d'urgence sanitaire constituent des événements majeurs au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020. A ce titre, les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2020 sont comptabilisés et évalués en tenant compte de ces événements et de leurs conséquences connues ou probables à la date d'arrêt des comptes.

**NOTE N° 5 : Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice**

La crise sanitaire actuelle liée au Covid-19 a des impacts limités sur l'activité de l'association. Les incidences de ces événements liés à une situation existant à la date de clôture de l'exercice, n'a pas eu d'impact significatif puisque nos financements n'ont pas été remis en cause et que nous n'avons fait appel à aucune mesure de soutien de type PGE, activité partielle ou report de paiement des cotisations.

Néanmoins, la situation actuelle étant évolutive, tant au regard de la dégradation des conditions d'activité que des mesures de soutien que le Gouvernement propose jour après jour, les comptes ne prennent en compte que les éléments disponibles à la date d'arrêt des comptes. Dans ces conditions, une information complémentaire sera communiquée si nécessaire à l'occasion de l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes, c'est-à-dire si des événements importants intervenus entre la date d'arrêt des comptes et la présentation de ces comptes à l'assemblée générale impactent l'activité et la situation financière de l'association, sans pour autant nécessiter de modifier les comptes déjà arrêtés.

## NOTE N° 6 : Principes et méthodes comptables

Les règlements ANC n°2018-06 « relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif » et ANC n°2019-04 « relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif » s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC n°2018-06 et ANC n°2019-04, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

## NOTE N° 7 : Changement de méthode comptable

La première application des règlements ANC n°2018-06 et ANC n°2019-04 constitue un changement de méthode comptable.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si les règlements ANC n°2018-06 et ANC n°2019-04 avaient été appliqués dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

## NOTE N° 8 : Comparabilité des comptes à la clôture de l'exercice

Nous vous indiquons la comparaison avec l'exercice précédent des montants des postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice, impactés par le changement de réglementation comptable, le cas échéant en distinguant l'impact effectif comptabilisé à l'ouverture de l'application prévue par le règlement. Les principaux impacts de ce changement de méthode sont les suivants :

- Modification de la présentation des fonds propres afin de respecter la nouvelle réglementation ANC n°2019-04. Sont désormais identifiés les fonds propres des établissements sous gestion contrôlée.
- Les mouvements sur les fonds dédiés sont présentés au résultat d'exploitation à la clôture 2020. Ils étaient comptabilisés précédemment au pied du compte de résultat
- Présentation des dotations globales de fonctionnement au poste « Concours publics et subventions d'exploitation » pour un montant de 1 916 326 € à la clôture 2020. Ce montant était précédemment comptabilisé dans le poste « Production vendue » pour un montant de 1 891 892 € au 31 décembre 2019.

## NOTE N° 9 : Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

## 1. BILAN ACTIF

### NOTE N° 10 : Immobilisations

L'Association a acquis au titre de l'exercice 2020 pour 92 268,89 € d'immobilisations.

#### Investissements

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

### Mouvements des immobilisations

| LIBELLES                                           | Au 31/12/2019    | Entrées       | Sorties  | Au 31/12/2020    |
|----------------------------------------------------|------------------|---------------|----------|------------------|
| 201100 Frais de constitution                       | 653              |               |          | 653              |
| 205100 Concessions, droits et brevets              | 219 696          |               |          | 219 696          |
| 205200 Editions                                    | 28 507           |               |          | 28 507           |
| 237000 Avances et acomptes                         | 0                |               |          | 700              |
| <b>Total Immobilisations incorporelles</b>         | <b>248 856</b>   | <b>0</b>      | <b>0</b> | <b>249 556</b>   |
| 211000 Terrains                                    | 29 181           |               |          | 29 181           |
| 212100 Agencement des terrains                     | 17 300           |               |          | 17 300           |
| 213100 Bâtiments                                   | 841 270          |               |          | 841 270          |
| 213500 I.G.A.A.C.                                  | 325 633          | 13 837        |          | 339 470          |
| 215400 Matériel et Outillage                       | 17 241           | 872           |          | 18 113           |
| 218100 Installations Générales, Agenc, Aménag      | 123 036          | 710           |          | 123 746          |
| 218200 Matériel de transport                       | 44 615           | 0             |          | 44 615           |
| 218300 Matériel de Bureau et Matériel Informatique | 450 404          | 65 324        |          | 515 728          |
| 218400 Mobilier                                    | 425 026          | 7 184         |          | 432 210          |
| 218800 Autres Immobilisations Corporelles          | 24 036           | 4 341         |          | 28 377           |
| <b>Total Immobilisations corporelles</b>           | <b>2 297 742</b> | <b>92 269</b> | <b>0</b> | <b>2 390 010</b> |
| <b>Total général des immobilisations</b>           | <b>2 545 945</b> | <b>92 269</b> | <b>0</b> | <b>2 639 567</b> |

**NOTE N°11 : Immobilisations et amortissements pour dépréciation**

Les amortissements sont pratiqués « Prorata temporis » pour les acquisitions

| <b>Types d'immobilisation</b>             | <b>Mode</b> | <b>Durée</b> |
|-------------------------------------------|-------------|--------------|
| <b>Immobilisations incorporelles</b>      | Linéaire    | 3 à 5 ans    |
| <b>Constructions</b>                      | Linéaire    | 10 à 80 ans  |
| <b>Matériel et outillage</b>              | Linéaire    | 5 à 10 ans   |
| <b>Installations générales</b>            | Linéaire    | 10 ans       |
| <b>Matériel de bureau et informatique</b> | Linéaire    | 5 ans        |
| <b>Mobilier</b>                           | Linéaire    | 10 ans       |
| <b>Autre immobilisations corporelles</b>  | Linéaire    | 5 ans        |

La dotation aux amortissements comptabilisée en charge pour l'année 2020 s'élève à 110 096,46€.

### Mouvements des amortissements

|                                                    |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------|--|--|--|--|
|                                                    |  |  |  |  |
| 205100 Concessions, droits et brevets              |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
| 205200 Editions                                    |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
| 211000 Terrains                                    |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
| 215400 Matériel et Outillage                       |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
| 218100 Installations Générales, Agenc, Aménag      |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
| 218200 Matériel de transport                       |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
| 218300 Matériel de Bureau et Matériel Informatique |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |
|                                                    |  |  |  |  |

**NOTE N° 12 : Produits à recevoir**

|                                       |                  |
|---------------------------------------|------------------|
| Produits à recevoir des financeurs :  | 98 936 €         |
| Mesures MJIE en cours :               | 134 740 €        |
| Organismes de formation :             | 64 793 €         |
| Facturation mesures suivies en AEMO : | 38 569 €         |
|                                       | <u>337 037 €</u> |

**NOTE N° 13 : Etat des Créances**

L'ensemble des créances d'exploitation a une échéance inférieure à un an.

**NOTE N°14 : Valeurs mobilières de placement**

Les VMP sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est comptabilisée quand le cours est inférieur à la valeur comptable. Au cours de l'année 2020, aucune provision pour dépréciation n'a été comptabilisée.

**2 BILAN PASSIF****NOTE N°15 : Variation des Fonds propres**

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

| VARIATION DES FONDS PROPRES                                        |                |          |                |                |                |                |
|--------------------------------------------------------------------|----------------|----------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| EN €                                                               |                |          |                |                |                |                |
| Fonds propres sans droit de reprise                                |                |          |                |                |                |                |
| Fonds associatif                                                   | 574 231        | -        | 574 231        |                |                |                |
| Fonds propres complémentaires                                      |                |          | 574 231        | -              | -              | 574 231        |
| Fonds propres avec droit de reprise                                |                |          |                |                |                |                |
| Réserves                                                           |                |          |                |                |                |                |
| Réserves affectées à l'investissement                              | 208 227        | -        | 208 227        |                |                |                |
| Réserves de compensation                                           | 1 755          | -        | 1 755          |                |                |                |
| Réserves affectées à la couverture du besoin en fonds de roulement | 162 891        | -        | 162 891        |                |                |                |
| Autres                                                             | 30 539         | 372 873  | 403 412        | 59 600         |                | 463 012        |
| Report à nouveau                                                   |                |          |                |                |                |                |
| Résultats sous contrôles de tiers financeurs                       | 522 224        | -        | 522 224        |                |                |                |
| Report à nouveau des activités propres de l'association            | -              | 416 249  | 416 249        |                |                |                |
| Dépenses non opposables aux tiers financeurs                       | -              | 103 726  | 103 726        |                |                |                |
| Report à nouveau                                                   |                | 2 249    | 2 249          | 88 840         | 158 205        | - 67 116       |
| Excédent ou déficit de l'exercice                                  | -              | 9 764    | - 9 764        | 9 764          | 32 845         | - 32 845       |
| Situation nette (sous-total)                                       | <b>970 128</b> |          | <b>970 128</b> | <b>158 204</b> | <b>191 050</b> | <b>937 282</b> |
| Subventions d'investissement                                       | 2 813          |          | 2 813          |                | 582            | 2 231          |
| Provisions réglementées                                            | 11 224         |          | 11 224         |                |                | 11 224         |
| <b>TOTAL FONDS PROPRES</b>                                         | <b>984 164</b> | <b>-</b> | <b>984 164</b> | <b>158 204</b> | <b>191 632</b> | <b>950 737</b> |

**NOTE N°16 : Fonds propres sans droits de reprise**

| Fonds associatifs LA PAUSE   | 48 350         |  |  | 48 350         |
|------------------------------|----------------|--|--|----------------|
| Valeur du patrimoine intégré | 525 881        |  |  | 525 881        |
| <b>Total</b>                 | <b>574 231</b> |  |  | <b>574 231</b> |

**NOTE N° 17 : Détail des réserves**

| Réserve affectée à l'investissement MJPM       | 85 278 €         | 21 148 €        |            |            | 106 426 €        |
|------------------------------------------------|------------------|-----------------|------------|------------|------------------|
| Réserve affectée à l'investissement CHRS Pause | 82 249 €         |                 |            |            | 82 249 €         |
| Réserve affectée à l'investissement AEMO       | 22 928 €         |                 |            |            | 22 928 €         |
| Réserve affectée à l'investissement DPF        | 17 773 €         |                 |            |            | 17 773 €         |
| Réserve de trésorerie AEMO                     | 136 218 €        |                 |            |            | 136 218 €        |
| Réserve de trésorerie MJPM                     | 20 008 €         |                 |            |            | 20 008 €         |
| Réserve de trésorerie MJIE                     | 6 665 €          |                 |            |            | 6 665 €          |
| Réserve compensation CHRS Pause / MJIE / MJPM  | 1 755 €          | 38 452 €        |            |            | 40 207 €         |
| Réserve compensation TCE                       | 30 539 €         |                 |            |            | 30 539 €         |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>403 413 €</b> | <b>59 600 €</b> | <b>0 €</b> | <b>0 €</b> | <b>463 012 €</b> |

**NOTE N°18 : Provisions réglementées et provisions pour risques et charges**

| Rubriques                                          | Provisions au début de l'exercice | Augmentations : dotation de l'exercice | Diminutions : reprise de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|----------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|
| Provisions réglementées                            | 11 224                            |                                        |                                     | 11 224                            |
| Provisions pour pensions et obligations similaires | 766 705                           | 84 791                                 | 21 684                              | 829 812                           |
| <b>Total</b>                                       | <b>777 929</b>                    | <b>84 791</b>                          | <b>21 684</b>                       | <b>841 036</b>                    |

La provision pour pensions et obligations similaires est constituée du montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite. En tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, elle s'élève à 829 812 € charges sociales comprises. La dotation comptabilisée au cours de l'exercice est de 84 791 €. Une reprise de provision a été comptabilisée pour 21 684 €, portant sur un départ en retraite.

Les paramètres de calcul sont :

- âge de départ à la retraite : 65 ans
- évolution annuelle des salaires : 1%
- taux monétaire : 0,50 %
- taux de charges patronales : 37,45 %
- taux taxe sur les salaires : 8,95 %
- table de mortalité : TV 88/90
- Turn Over faible

**NOTE N°19 : Subventions de fonctionnement affectées et fonds dédiés**

| Don Association Aide et versa (Année 2017)                    | 2 000         |                |               |          |          | 2 000          | 2 000 |
|---------------------------------------------------------------|---------------|----------------|---------------|----------|----------|----------------|-------|
| Subvention DRDFE « Bons Taxis » La Pause (Année 2018)         | 5 175         |                | 5 175         |          |          | -              |       |
| Subvention DRDFE « Bons Taxis » La Pause (Année 2019)         | 3 500         |                | 3 500         |          |          | -              |       |
| Subvention DDCCS projet ISTF / MJPM (Année 2019)              | 2 495         |                | 2 495         |          |          | -              |       |
| Subvention Cour d'Appel de Rouen La Pause-Ecoute (Année 2019) | 13 510        |                | 13 510        |          |          | -              |       |
| Subvention Cour d'Appel de Rouen La Pause-Ecoute (Année 2019) | 39 237        |                | 39 237        |          |          | -              |       |
| Subvention DRDFE "Bons Taxis" La Pause (Année 2020)           |               | 10 000         | 2 440         |          |          | 7 560          |       |
| Subvention DDCCS projet ISTF / MJPM (Année 2020)              |               | 2 609          |               |          |          | 2 609          |       |
| Subvention Cour d'Appel de Rouen La Pause-Ecoute (Année 2020) |               | 1 776          |               |          |          | 1 776          |       |
| Subvention Cour d'Appel de Rouen La Pause-Ecoute (Année 2020) |               | 92 095         |               |          |          | 92 095         |       |
| <b>TOTAL</b>                                                  | <b>65 917</b> | <b>106 480</b> | <b>66 357</b> | <b>-</b> | <b>-</b> | <b>106 040</b> |       |

**NOTE N° 20 : Emprunt et dettes financières**

Un emprunt a été contracté en 2011 pour un montant de 200 000 € pour financer l'acquisition de la maison du 24 rue Victor Hugo à Evreux pour le service des Tutelles DPF.

Un emprunt a été contracté sur l'exercice 2003 pour 130 000 € afin de financer l'extension des Tutelles. Cet emprunt a fait l'objet d'une renégociation signée le 27 novembre 2015 qui a eu pour conséquence une baisse du taux d'intérêt de 4,20 % à 2,23 %.

Au 31/12/2020, le montant total du capital restant dû s'élève à **112 312 €**.

**Echéancier de la dette financière :**

- Prêt extension tutelles à - 1 an : 9 164 €
  - de 1 à 5 ans : 12 541 €
  - à + 5 ans : 0 €

**Total Capital restant dû : 21 705€**

- Prêt 24 rue V.Hugo à - 1 an : 14 437 €
  - de 1 à 5 ans : 63 201 €
  - à + 5 ans : 12 970 €

**Total Capital restant dû : 90 608€**

**NOTE N° 21 : Charges à payer**

|                                                        |           |
|--------------------------------------------------------|-----------|
| Fournisseurs, factures non parvenues :                 | 41 283 €  |
| Personnel congés à payer et Compte Epargne Temps :     | 406 190 € |
| Organismes sociaux congés à payer (charges sociales) : | 118 089 € |
| Impôts et taxes congés à payer :                       | 34 853 €  |
|                                                        | <hr/>     |
|                                                        | 600 414€  |

**NOTE N° 22 : Etat des dettes**

L'ensemble des dettes d'exploitation hors éléments financiers a une échéance inférieure à 1 an.

Les autres dettes concernent essentiellement les fonds déposés des majeurs protégés pris en charge par le service MJPM.

## NOTE N° 23 : Fonds déposés et engagés au titre des dépôts des majeurs protégés et du service DPF

Conformément aux dispositions du plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, les fonds gérés pour le compte des majeurs protégés dans le cadre d'un mandat de gestion figurent au bilan :

- A l'actif :  
Autres créances dans les subdivisions du compte 463 pour : **4 368 047 €**
- Au passif (autres dettes) dans les subdivisions des comptes 463/467

| Désignation                        | 31 décembre 2020   | 31 décembre 2019   |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Fonds déposés des majeurs protégés | 4 371 692 €        | 3 701 832 €        |
| Autres                             | 198 971 €          | 222 813 €          |
| <b>Total Autres Dettes</b>         | <b>4 570 663 €</b> | <b>3 924 645 €</b> |

## NOTE N°24 : D.P.F. – Fonds des usagers

Le service de Délégation aux Prestations Familiales (D.P.F) perçoit les prestations familiales pour le compte des usagers.

Ces fonds sont comptabilisés à l'actif dans un compte de trésorerie (compte CCP). En contrepartie, une dette vis-à-vis de l'utilisateur est constatée.

Au 31/12/2020, le montant total de la dette vis-à-vis des usagers du service DPF (comptabilisé dans les autres dettes dans des subdivisions du compte) est de **201 537 €**.

**NOTE N° 25 : Résultat de l'exercice**

**Le résultat de l'exercice 2020 s'élève à – 32 845 €.** Il est composé du résultat définitivement acquis à l'ADAEA (gestion propre) et du résultat sous contrôle de tiers financeurs (*résultats des différents services pouvant être repris par un tiers financeur*).

Le cumul des résultats de gestion propre pour l'exercice s'élève à **- 102 566,45 €.**

Le cumul des résultats comptables de gestion contrôlée s'élève à **+ 69 721,49€.**

| Résultat comptable de l'exercice                              | Déficit              | Excédent    |
|---------------------------------------------------------------|----------------------|-------------|
| <b>Gestion propre (par budget)</b>                            |                      |             |
| -Association ADAEA                                            | - 120 164,50 €       |             |
| -Service Ecoute « La Pause »                                  |                      | 0 €         |
| -Médiation familiale                                          |                      | 10 596,62 € |
| -Espace rencontre                                             |                      | 7 001,43 €  |
| <b>Gestion sous contrôle de tiers financeur (par service)</b> |                      |             |
| -AEMO                                                         |                      | 19 299,04 € |
| -Tutelles DPF                                                 |                      | 41 052,44 € |
| -Tutelles MJPM                                                |                      | 42 043,37 € |
| -MJIE                                                         |                      | 10 662,15 € |
| -CHRS La Pause                                                | - 43 335,51 €        |             |
| <b>Résultat de l'exercice</b>                                 | <b>- 32 844,96 €</b> |             |

**NOTE N° 26 : Ventilation Produits d'exploitation**

Les produits comptables liés à la tarification sont acquis conformément aux conditions figurant dans les conventions signées avec les financeurs.

**Ventes de prestations :**

|                                                   |             |
|---------------------------------------------------|-------------|
| A.E.M.O (Activités Educatives en Milieu Ouvert) : | 2 285 263 € |
| A.E.M.O renforcée :                               | 46 427 €    |
| Autres mesures diversifiées :                     | 461 408 €   |
| M.J.I.E :                                         | 436 690 €   |
| Médiation Familiale :                             | 3 190 €     |
| Caisse d'Allocations Familiales                   | 147 936 €   |

Modalités particulières de comptabilisation des produits MJIE :

Les produits liés au service Investigation comprennent :

- les mesures entamées en 2019 et finies en 2020 (pour la quote-part se rattachant à 2020),
- les mesures débutées et finies en 2020,
- les mesures en cours au 31.12.2020 au prorata temporis soit **134 740 €** calculées avec un prix de mesure à 2 832 €.

Comme l'année dernière, sur l'exercice 2020 seules les mesures terminées sont enregistrées dans le compte administratif MJIE du financeur. L'extourne N-1 et la provision N des mesures en cours sont enregistrées en gestion propre. Le solde du produit de provision des mesures en cours est de – 36 182,73 €.

**Concours publics et subventions d'exploitation**

| <b>Concours publics :</b>        |                  |               |               |
|----------------------------------|------------------|---------------|---------------|
| Dotation globale CHRS LA PAUSE   | 334 976          |               |               |
| Dotation globale DPF             | 676 288          |               |               |
| Dotation globale MJPM            | 905 062          |               |               |
| <b>TOTAL I</b>                   | <b>1 916 326</b> | <b>-</b>      |               |
| <b>Subvention d'exploitation</b> |                  |               |               |
| Cour d'appel de Rouen            | 95 268           |               |               |
| Conseil Départemental            |                  | 47 956        |               |
| CPAM                             |                  |               | 20 700        |
| Ville d'Evreux                   |                  | 18 000        |               |
| Caisse d'Allocation Familiale    |                  |               | 13 000        |
| FIPD                             | 10 000           |               |               |
| Bons Taxi - La Pause             |                  |               | 10 000        |
| Région Normandie                 |                  | 8 000         |               |
| MSA Haute Normandie              |                  |               | 5 798         |
| Divers                           |                  |               | 2 925         |
| <b>TOTAL II</b>                  | <b>105 268</b>   | <b>73 956</b> | <b>52 423</b> |
| <b>TOTAL GENERAL</b>             | <b>2 021 594</b> | <b>73 956</b> | <b>52 423</b> |

**Produits divers :**

Reprises sur amortissements, dépréciations,  
provisions et transferts de charges 34 955 €

Utilisation des fonds dédiés 66 357 €

Produits de la gestion des biens des majeurs  
protégés 117 402 €

Produits divers 58 867 €

**TOTAL GENERAL :** **5 806 671 €**

**NOTE N° 27 : Ventilation des frais de siège**

Les frais de siège d'un montant de 352 458,98 €, ont été ventilés sur la base des comptes administratifs 2018 acceptés, selon les pourcentages suivants :

|                                                    |                |
|----------------------------------------------------|----------------|
| A.E.M.O. (Activités éducatives en milieu ouvert) : | 50,15 %        |
| DPF (Délégation aux Prestations Familiales) :      | 12,39 %        |
| MPJM (Tutelles d'Etat – Protection des majeurs) :  | 16,88 %        |
| MJIE :                                             | 9,38 %         |
| CHRS La Pause :                                    | 7,18 %         |
| Médiation Familiale :                              | 1,88 %         |
| Espace Rencontre :                                 | 2,14 %         |
|                                                    | <hr/> 100,00 % |

**NOTE N° 28 : Effectif**

|              |                  |
|--------------|------------------|
| Cadres :     | 16,09 ETP        |
| Non Cadres : | 82,31 ETP        |
| <b>TOTAL</b> | <b>98,40 ETP</b> |

|              |                  |
|--------------|------------------|
| Femmes :     | 84,23 ETP        |
| Hommes :     | 14,17 ETP        |
| <b>TOTAL</b> | <b>98,40 ETP</b> |

**NOTE N° 29 : Mise à disposition**

Néant.

**NOTE N° 30 : Autres informations**

1) Loi n°2006586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif.  
L'association est dirigée par la Commission permanente et le Conseil d'administration.  
La Direction met en œuvre les décisions de la Commission permanente et du Conseil d'administration.  
Les dirigeants sont bénévoles et non rémunérés.

2) Honoraires des commissaires aux comptes  
Les honoraires facturés au titre de la mission de contrôle légal des comptes sont de 17 900 €.

**NOTE N°31 : Engagements hors bilan****1) Engagement donné en faveur du crédit agricole Normandie Seine**

- Garantie : Promesse d'affectation hypothécaire
- Bien donné en garantie : une maison au 20, rue Victor Hugo 27000 EVREUX
- Montant de la dette à l'origine : 130 000 €
- Date de levée de l'engagement : 05/04/2023
- Au 31 décembre 2020, le capital restant dû est de 21 705 €

**2) Engagement donné en faveur du crédit coopératif**

- Garanties : Privilège de prêteur de deniers pour 100 000 € et souscription au fonds de garantie mutuelle des organismes sanitaires et sociaux
- Bien donné en garantie : une maison au 24, rue Victor Hugo 27000 EVREUX
- Montant de la dette à l'origine : 200 000 €
- Date de levée de l'engagement : 28/09/2026
- Au 31 décembre 2020, le capital restant dû est de 90 608 €

**NOTE N°32 : Compte Epargne Temps (CET)**

Au 31 décembre 2020, le passif social du CET est enregistré au crédit du compte 4286100 pour un montant de 107 533 €. Il correspond à la valeur au 31 décembre 20120 de l'ensemble des droits des salariés présents déposés au titre du Compte Epargne Temps.

Le dépôt de jours de congés et de RTT sur le CET en 2020 est enregistré au débit du compte 6488000 pour un montant de 13 309,03 € (65 jours de congés et de RTT déposés sur l'exercice 2020).

Le compte titre d'immobilisations financières 2728000 d'un montant de 85 310 € correspond à la valeur historique des versements réalisés sur le Fonds Unifed Epargne Horizons au titre du CET des salariés présents au 31 décembre 2020.